

exportations à leurs niveaux actuels, dans le contexte de la politique du gouvernement, signifient la faillite pour les fermiers de l'Ouest, le gouvernement étudie-t-il de façon positive les appels adressés par plusieurs associations agricoles de l'Ouest pour une aide immédiate au comptant, soit sous forme de versements fondés sur la superficie ou de toute autre manière, ou le gouvernement est-il d'avis maintenant, que ces faillites permettront de résoudre le problème agricole de l'Ouest?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### L'ACQUISITION DE LA COMPUTEL SYSTEMS LIMITED PAR UNE MAISON AMÉRICAINE

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances au sujet de l'acquisition de la Computel Systems Limited d'Ottawa par la University Computing Company de Dallas, ce qui porte à trois le nombre des nouvelles compagnies canadiennes d'ordinateurs qui sont passées aux mains de compagnies américaines et du même coup, à 80 p. 100, la maîtrise des États-Unis sur cette industrie au Canada. Comme l'industrie des ordinateurs est de plus en plus importante dans notre monde technologique, le ministre nous dirait-il quelles mesures le gouvernement entend prendre à ce sujet?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'examinerai volontiers la situation signalée par le député, mais je ne crois pas que la constitution nous accorde le pouvoir juridictionnel de remédier à la situation de cette industrie. Je serais heureux d'étudier la question, mais je ne crois pas que nous ayons vraiment compétence en la matière.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, étant donné que l'un des prédécesseurs du ministre, M. Walter Gordon, vient de faire un discours où il préconise une taxe de 30 p. 100 sur les prises en charge, le ministre me dirait-il si le gouvernement envisage la possibilité d'imposer cette taxe, pour empêcher de telles acquisitions par des investisseurs étrangers?

**L'hon. M. Benson:** Je vais y réfléchir dans la même mesure que mon honorable ami s'occupe des suggestions de M. Watkins.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre une question supplémentaire au sujet de l'étude entreprise par son ministère sur la prise en charge d'institutions financières. Le rapport paraîtra-t-il bientôt?

[L'hon. M. Stanfield.]

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, j'espère recevoir ce rapport sous peu. J'attends également un rapport de la Bourse à ce sujet. Dans l'intervalle, le transfert de sièges à des sociétés étrangères a cessé, paraît-il.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre si la Société de développement du Canada qu'on nous a si souvent promise sera établie à temps pour régler cette situation?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, il n'appartient pas à la Société de développement du Canada de régler cette situation, mais nous voulons chercher à l'établir très prochainement.

[Plus tard]

**M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances et elle découle d'une réponse donnée antérieurement. Il me semble l'avoir entendu dire que la taxe de 30 p. 100 de mainmise était à peu près aussi probable que l'adoption du manifeste Watkins par le N.P.D. Vu cette réponse, le ministre pourrait-il nous dire si l'on peut s'attendre à ce qu'un texte de loi prévoyant une taxe de mainmise nous soit présenté avant Noël, par exemple?

**L'hon. M. Benson:** Je pense que le député a mal interprété la réponse que j'ai donnée précédemment.

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### LES SALAIRES MINIMAUX

**M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur l'Orateur, le ministre du Travail et le gouvernement ont-ils l'intention de présenter une mesure destinée à porter le salaire minimum à \$1.65 l'heure? Si oui, quand cela?

**L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, il y a deux semaines environ, j'ai répondu à une question semblable que nous étudions actuellement au ministère du Travail: l'ensemble du problème des salaires minimaux. Nous n'avons pas pris de décision définitive. J'ai lu le même article; quand le moment sera venu de présenter à la Chambre cette mesure législative, nous suivrons la procédure normale.

**M. Muir (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur l'Orateur, puis-je maintenant demander au ministre si l'étude du comité sur les salaires minimums recommandée au